



# STOPPONS LE DÉMANTÈLEMENT DE NOS **EMPLOIS** ET DE NOS **ACTIVITÉS**

Après s'être attaquée au secteur industriel en décidant l'arrêt de la rotative suite à une mission sur la rentabilité du secteur impression, la direction de la Dila veut aller plus loin en visant cette fois le studio des éditions !

En commandant une nouvelle mission de comptabilité analytique, nous entendons bien la musique de « rationalisation des coûts, de rentabilité nécessaire » appuyée par la montée en puissance de la dématérialisation tous azimuts et le développement des systèmes d'intelligence artificielle.

Faut-il rappeler que la rentabilité ne doit pas être le critère qui décide du maintien ou non d'une mission de service public ? Alors qu'on assiste à un désengagement progressif de l'État dans les domaines essentiels que sont la santé, l'éducation ou l'information auprès du public, nous devons agir et nous battre pour garantir aux citoyens les missions de service public notamment par un accès à l'information collectée, traitée et réalisée par des professionnels échappant à la loi du marché ou la concurrence.

Faut-il rappeler qu'il est du devoir de l'État de permettre à tous l'accès à l'information, qu'il s'agisse de personnes

qui se refusent au « tout numérique » ou qui n'ont tout simplement pas accès aux outils électroniques ?

Les salariés de la Sacijo, comme ceux de la Dila, n'ont de cesse de se former et de se réinventer au gré de multiples réorganisations orchestrées par la direction de la Dila. Mais quelles sont les perspectives d'avenir ? À coups de tableaux statistiques, de courbes de productivité, d'objectifs chiffrés sans cesse réévalués, on maintient en pression les salariés. En guise de perspective, on nous propose un plan stratégique 2024 dont la finalité est clairement la dématérialisation des services publics et bientôt des salariés.

Pourtant, dans certains services, la charge de travail s'accroît alors que les effectifs diminuent. Dans les services moins « rentables » on organise sciemment la baisse de la charge de travail.

Face à ces désorganisations organisées, à des choix politiques qui tuent nos activités ou missions essentielles, Info'Com-CGT appelle les salariés et syndicats à reprendre le chemin de l'action revendicative pour défendre les outils industriels, nos emplois et nos objectifs CGT en matière de missions publiques.

“ Nous ne laisserons pas l'État procéder au démantèlement progressif de notre entreprise en laissant dans l'incertitude sur leur avenir un grand nombre de salariés. ”